

M. WRIGHT: Elles n'augmentent pas dans une mesure notable. Le total de nos ventes aux Etats-Unis égale à peine le total des marchandises américaines que nous admettons en franchise, et cela représente plus d'un tiers de nos importations totales à provenance de ce pays. Naturellement, entre deux pays limitrophes, séparés par une simple ligne imaginaire de 4,000 milles de longueur, il faut bien qu'il se fasse un certain va-et-vient de marchandises, ne serait-ce que sous forme de marchandises en transit, utilisant les voies ferrées des Etats-Unis, ainsi que les capitaux de leurs banques, et donnant de l'emploi à leurs habitants.

M. OLIVER: Dois-je comprendre que l'honorable député trouve à redire à ce que nos marchandises passent ainsi la frontière?

M. WRIGHT: Ce n'est pas moi qui y trouve à redire, ce sont nos amis les Américains. A moins, disent-ils, que nous ne soyons les agents du Canada, à moins que nos sociétés financières ne soient chargées de négocier ces affaires pour eux, s'ils ne veulent devenir nos simples auxiliaires, de simples bûcherons et portefaix, s'ils ne veulent prendre ce rôle ignominieux nous ne leur permettrons pas de commercer avec nous.

M. OLIVER: Mais le ministre des Finances prétend que notre commerce de ce côté augmente.

M. WRIGHT: S'il plaît à l'honorable député d'adopter ce rôle, c'est son affaire, mais nous ne sommes pas tous d'humeur à nous humilier ainsi. Pour en revenir à la question des pommes de terre, on voudra bien observer que depuis bien longtemps, toutes les fois qu'il y a eu disette dans certaines parties, elles ont été abondantes dans d'autres régions du Canada. Si l'on considère le Canada dans son ensemble et les Etats-Unis dans leur ensemble, les cultivateurs canadiens ont obtenu d'aussi forts prix de leurs pommes de terre que les cultivateurs des Etats-Unis. Dans la ville que j'habite, j'ai acheté il y a quelques semaines des pommes de terre du Nouveau-Brunswick, au prix de \$1.40 le sac. Ces pommes de terre étaient d'assez bonne qualité; on produit là-bas d'assez bons tubercules; je ne pense pas que ces pommes de terre soient de meilleure qualité que celles récoltées d'ordinaire dans le district que je représente.

Dans ma partie du pays, il est très rare que nous achetions autre chose que des pommes de terre de production locale; mais au début de la saison dernière, nous avons souffert d'une sécheresse

[M. Wright.]

prolongée, et la récolte des pommes de terre a été très faible dans notre région. Dans d'autres parties de l'Ontario, la récolte a été assez abondante. Les prix courants de la pomme de terre ont été élevés à Toronto, Hamilton, Montréal et autres grandes villes, et il me semble que dans Montréal et Toronto où des centaines de boisseaux de pommes de terre ont été écoulés, nos amis du Nouveau-Brunswick et de l'île du Prince-Edouard auraient trouvé un débouché suffisant pour absorber tout leur surplus, et cela en réalisant d'assez beaux bénéfices.

J'espère que nous ne serons pas les victimes d'une autre épidémie de bavardage à propos de ce marché de quatre-vingt-dix millions. Mais si nos amis de la gauche désirent discuter de cette façon, nous sommes prêts à les rencontrer en tout temps, partout, et à toute condition; le résultat sera le même qu'en 1911. Je crois qu'ils seraient sages de ne pas occuper plus qu'il ne faut le temps de la Chambre à une discussion de cette nature. Pour ma part, je suis tout préparé à appuyer toute législation qui assurera de meilleurs marchés aux cultivateurs du Canada. Mais je veux qu'on me démontre que ce sera un marché meilleur. Un incident qui s'est produit aux débuts de la colonisation de la province d'Ontario me revient à la mémoire. Les temps étaient durs et les habitants trouvaient difficilement leur subsistance. Un cultivateur, venu très tôt, et qui avait réussi à acquérir quelque propriété autour de sa maison, possédait entre autres choses quelques goretts qu'il gardait dans une porcherie près du logis. Deux voisins miséreux décidèrent de voler un des goretts. Mais malheureusement pour eux, pendant qu'ils délibéraient en route, un ours les devança et dévora le goret. L'un des hommes entra dans la porcherie pendant que l'autre faisait sentinelle au dehors. Après une attente de quelques moments, ce dernier demanda: "L'as-tu pris?"—Oui, répondit l'effracteur, mais il me tient, et me serre à me faire crier." Si les cultivateurs canadiens réussissaient à atteindre le marché américain en ouvrant largement le marché du Canada, ils découvriraient qu'au lieu d'obtenir ce marché américain, ils perdraient leur propre marché au bénéfice des cultivateurs des Etats-Unis, qui les embrasseraient à les faire crier.

M. CARVELL: On dit que "le fou s'expose où le sage craint d'avancer"; et en pleine conscience de la terrible responsabilité que je prends, et même en face du conseil, de la menace, presque, de mon honorable ami de Muskoka (M. Wright),